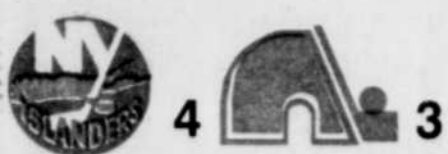


LE SPORT



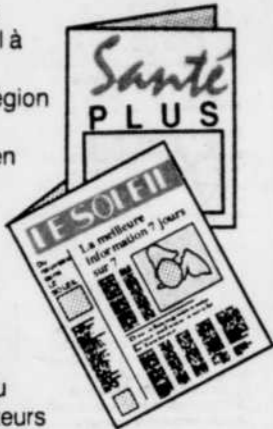
**Les deux dernières minutes sont fatales aux Nordiques**

Revenus de l'arrière en troisième avec trois buts rapides, les Nordiques, ont laissé filer une avance d'un but avec deux minutes à jouer pour s'incliner devant les Islanders privés de Pat Lafontaine. **S-2**

AUJOURD'HUI

**LE SOLEIL brille pour tout le monde**

LE SOLEIL est distribué ce matin gratuitement par les employés du journal à tous les points stratégiques de la région de Québec. Cette opération illustre bien l'un des thèmes de la campagne lancée par le journal, parallèlement à plusieurs changements apportés au contenu du SOLEIL. Nos lecteurs trouveront ce matin en section C du journal un nouveau cahier thématique Santé plus et la première chronique du docteur Gilles Lapointe. Le journaliste Louis-Guy Lemieux publie aussi ce matin sa première chronique sur la vie urbaine. Plusieurs autres nouveautés s'ajouteront au fil des prochains jours, notamment une nouvelle section d'information locale et régionale, du mardi au vendredi. Et à compter de ce matin, notre tabloïd sport passe de 16 pages à 20 pages. On y retrouvera davantage de nouvelles et de statistiques sur le sport amateur, les rubriques récréatives et un cadeau du SOLEIL, le feuilleton Les filles de Caleb.



LE QUÉBEC

**Des cas de violence et d'inceste inventés**

La DPJ a remarqué que certains parents en instance de divorce portent de fausses accusations contre leur conjoint afin d'obtenir la garde de leurs enfants. **A-3**

LE CANADA

**L'économie, premier sujet d'inquiétude des Canadiens**

Le ralentissement de l'activité économique a fait passer l'environnement au second rang des préoccupations des Canadiens, selon un sondage Gallup. **A-4**

L'INDEX

GÉNÉRAL	
Annonces classées	C-4 à C-7
Arts	B-5 et B-6
Automobile	B-1 à B-4
Décès	C-7 et C-8
Éditorial	A-6
Horoscope	C-7
Information générale	A-3, A-5 et A-7
La politique	A-4
Louis-Guy Lemieux	B-7
Le monde	A-2, A-3, B-8 et B-9
Michel Corbeil	A-4
Où aller à Québec	B-6
Québec et l'Est	B-7
Santé plus	C-1 à C-3
TABLOID	
Bandes dessinées	S-19
Bridge	S-17
Ce soir à la télé	S-18
Feuilleton	S-18
Météo	S-20
Mots croisés	S-17
Mot mystère	S-17
Sport	S-1 à S-16

LA MÉTÉO

Faible neige intermittente avec vents modérés par moments. Maximum de -6 à -8. Minimum: près de -16. Demain: un ciel plutôt variable. **S-20**

## Le suspense demeure entier

### Une intervention de Mitterrand n'est pas à écarter

PARIS (Reuter, AP, AFP, PC) — Le secrétaire général des Nations-Unies, Javier Perez de Cuellar, est arrivé à Paris la nuit dernière, après avoir eu dans la journée un entretien de trois heures avec le président Saddam Hussein à Bagdad, qui a laissé entier un suspense lourd de menaces sur les risques d'une guerre dans le Golfe.

l'Arabie Saoudite, à portée de tirs des troupes irakiennes, et ce à quelques heures seulement de l'échéance du 15 janvier fixée par les Nations-Unies pour déloger de force les Irakiens du Koweït.

misme effréné et il n'y a pas lieu non plus à un pessimisme suicidaire. Il y a toujours l'espoir», a ajouté le secrétaire général des Nations-Unies.

Suite A-2, Suspense...

Autres textes en page A-3



## La longue route vers l'antre de Saddam

MANAMA, BAHREIN — Il s'en est fallu de peu pour que plusieurs voyageurs du vol 125 Londres-Bahrein ratent leur avion hier matin à l'aéroport Heathrow. Des contrôles douaniers plus rigoureux, rendus nécessaires en raison de la psychose d'attentats terroristes pro-irakiens, ont fait allonger les files d'attente et semer le mécontentement.

par NORMAND PROVENCHER  
envoyé spécial du SOLEIL

Beaucoup de places vides sur ce vol de la British Airways, en direction du Bahrein, petite île où viennent mouiller les trois navires canadiens chargés de coopérer à l'application de l'embargo contre l'Irak. Quelques hommes d'affaires américains et britanniques, pour qui c'est «business as usual», des arabes bien entendu, aucun enfant.

«Les miens, je les ai laissés dans le Midi», raconte au SOLEIL une Française établie à Adu Dahbi, aux Émirats arabes unis depuis 12 ans. «Je vais voir comment la situation va évoluer et je vais peut-être les faire venir dans une semaine.

«Je vais rejoindre mon mari. S'il se passe quelque chose, j'aime autant être avec lui», ajoute-t-elle, peu convaincue toutefois de l'imminence de la guerre. «On en parle plus en Europe que chez nous.»

À notre arrivée à l'aéroport de Bahrein sous une pluie à boire debout, rien ne laisse croire à l'état d'urgence si ce n'est le débarquement d'un détachement de soldats britanniques en civil. Quelques policiers ici et là, sans plus.

Même le placide chauffeur de taxi qui me conduit à l'hôtel se fait tirer l'oreille pour parler



Oubliez les crèmes à bronzer... Le voyageur qui s'aventure vers le pays de Saddam doit se procurer un matériel spécialisé comme en témoigne notre journaliste Normand Provencher.

de l'événement médiatique numéro un en Occident. «Hussein, not good», se contente-t-il de lancer laconiquement, pendant que sa voiture descend Palace Avenue.

**Nombreux préparatifs**  
La préparation d'un reportage dans la région du golfe Persique en ces temps troubles et troublants, requiert des journalistes appelés au «front» patience, persévérance et une bonne dose d'espérance.

Nombreux, le plus souvent complexes, les préparatifs doivent se faire en vitesse afin d'ar-

Suite A-2, Saddam...

## Lituanie: le monde condamne avec force Moscou

VILNIUS (AP, Reuter, AFP, PC, NYTNS et LE SOLEIL) — Pendant que le bilan officiel de l'intervention de l'armée soviétique était établi à au moins 14 morts et 127 blessés, selon l'agence lituanienne ELTA, le monde occidental a massivement réagi de manière très défavorable au coup de force de Moscou dans la république balte de Lituanie.

Dans la capitale lituanienne, des responsables du parlement de Vilnius et les officiers soviétiques étaient parvenus à un accord dans la soirée d'hier sur une non intervention de l'armée dans la nuit d'hier à aujourd'hui, si les manifestants évacuaient la place devant le parlement.

Le président Vytautas Landsbergis a demandé aux milliers de personnes toujours mobili-

Suite A-2, Lituanie...

Autre texte en page A-2

## Le Bonhomme est arrivé!



Des milliers de personnes ont salué, hier, le retour à Québec de Bonhomme Carnaval, donnant ainsi un avant-goût du 37<sup>e</sup> carnaval qui se déroulera du 7 au 17 février. **Page A-7.**

## SPÉCIAL LE SOLEIL

## La méfiance crée une fausse note

«La confiance ne règne pas dans le milieu; c'est le principal problème. Le pire ennemi des musiciens, ce sont les musiciens eux-mêmes qui vivent en marge de leur association et acceptent de travailler à des tarifs si peu élevés.»

### DEUXIÈME DE 3

par ALAIN CASTONGUAY  
LE SOLEIL

Fernand Martel, gérant de l'Agence Roland Martel de Charlebourg, est catégorique: si les conditions de travail des musiciens sont si pénibles, c'est en grande partie de leur faute.

«Au départ, le musicien est un être individualiste, explique-t-il. Essayez de le faire participer à une association comme la Guilde des musiciens, c'est compliqué. Pourtant, regroupés, les musiciens ont bien plus de chances d'imposer des tarifs minimaux au lieu de se faire dicter leurs conditions de travail par des businessmen qui eux, savent brasser de l'argent.»

### Un marché saturé

Le marché du travail est peu accessible aux nouveaux.

Énormément de gens sont prêts à couper les prix, la concurrence est épouvantable et il en coûte de plus en plus cher pour s'acheter de l'équipement.

«Le danger, c'est que le musicien décide un bon jour qu'il peut gérer ses affaires seul, souligne Fernand Martel. Or, il est impossible de poursuivre sa formation, de suivre les tendances, de faire beaucoup de spectacles, de composer ses pièces et de se trouver des contrats, tout cela en même temps.»

La Guilde des musiciens, quant à elle, tolère difficilement la présence de ces «illégaux» qui ne tiennent pas compte de sa réglementation. «Nous n'arrivons pas à percer le milieu des bars», indique Jean-Pierre Gagnon, qui administre le bureau de Québec. Actuellement, la Guilde négoc-

cie avec la commission des Af-  
Suite A-5, La méfiance...

Autres textes en page A-5



Le marché du travail est peu accessible aux nouveaux musiciens.

# LES BELLES OCCASIONS...



ANNONCES CLASSÉES, page C-6

# Moscou risque une remise en cause de la détente

MOSCOU — La direction soviétique a fait son choix et accepte désormais le risque d'une remise en cause de la détente pour reprendre le contrôle de la situation dans les républiques, en commençant par la Lituanie, estimaient hier les observateurs à Moscou.

par PIERRE TAILLEFER  
de l'Agence France Presse

Le doute a subsisté un moment parmi les diplomates occidentaux sur le rôle exact du Kremlin dans la reprise en mains menée depuis le début de la semaine par l'armée dans cette république balte. La participation active de l'armée dans l'intervention sanglante contre des bâtiments officiels à Vilnius, le silence du Kremlin, et la présentation des événements par les médias officiels — la radio-télévision soviétique et l'agence TASS — lèvent les derniers doutes.

« Les officiers supérieurs de l'armée s'étaient clairement déclarés hostiles à une participation de la troupe à des opérations de maintien de l'ordre. Généralement, seuls les régiments spéciaux — dont des unités parachutistes — du ministère de l'Intérieur participaient à ces opérations. La présence à Vilnius de chars lourds, des T-72 dans leur version la plus moderne, confirme que l'armée est directement engagée », note un expert militaire occidental. « Il s'agit

d'un pas important qui a été franchi », estime-t-il.

Pour ce spécialiste, il paraît impensable que ces unités puissent agir de leur propre initiative, sans que le ministère de la Défense et l'état-major n'en soient informés et n'aient donné des ordres.

Toutes les tentatives du président lituanien Vytautas Landsbergis ou de son représentant à Moscou d'entrer en contact avec les dirigeants soviétiques se sont avérées infructueuses en dépit de l'extrême gravité de la situation. Ce silence embarrassé confirme s'il en est besoin leur volonté d'aller jusqu'au bout.

L'attitude des médias officiels ne prête pas davantage à ambiguïté. Après avoir longtemps ignoré les événements de Vilnius, la télévision a, dans un flash spécial en début d'après-midi, donné la parole au Comité de salut national constitué vendredi par les anti-indépendantistes avec l'appui de la fraction minoritaire pro-Moscou du Parti communiste lituanien. Ce comité a annoncé qu'il prenait le pouvoir en Lituanie. L'agence TASS, qui dans toute cette crise a diffusé une

version partisane des faits, donne elle aussi largement la parole à ce mystérieux comité dont les membres ne se sont pas faits connaître.

La reprise en mains avait été préparée sur le front des médias avec la tentative de museler, vendredi, l'agence non officielle Interfax, principale source d'informations des journalistes étrangers à Moscou. Celle-ci a pu reprendre, samedi, ses transmissions grâce à l'aide du président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine.

Les actions de l'armée à Vilnius soulèvent cependant des questions. Les observateurs se demandent pourquoi elle n'a pas commencé par prendre le contrôle du central téléphonique, ce qui aurait coupé la Lituanie du monde et pourquoi les journalistes étrangers n'ont pas été empêchés de se rendre sur place, comme cela était le cas en avril dernier, aux premiers moments du blocus économique imposé par Moscou.

Cette apparente incohérence pourrait être délibérée, estiment certains observateurs. Le témoignage des envoyés des médias occidentaux servirait à couper court aux spéculations les plus alarmistes. Il conforterait également la thèse de ceux qui estiment à Moscou que le défi des nationalistes était tel qu'il n'exis-

taut pas d'autre alternative que le recours à la force.

Le tournant conservateur de Mikhail Gorbatchev a été amorcé en novembre avec notamment une déclaration de son conseiller militaire, le maréchal Sergueï Akhromiev, affirmant que l'armée pouvait si nécessaire défendre l'intégrité territoriale de l'Union.

La démission spectaculaire en décembre du plus fidèle compagnon du président soviétique, le ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, lançant un cri d'alarme contre « la dictature qui s'approche » revêtait un caractère prémonitoire.

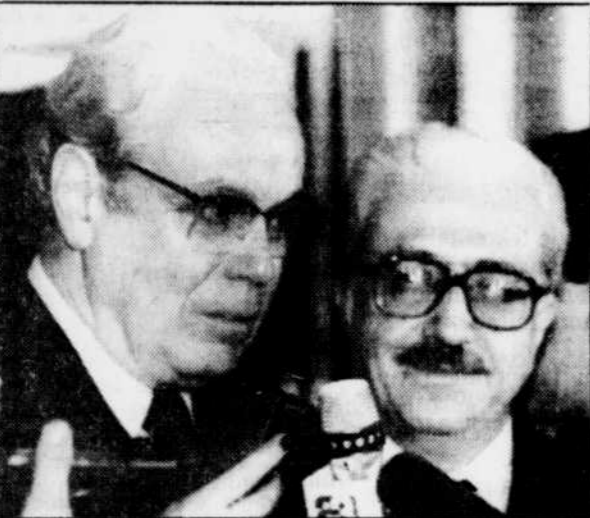
Outre le risque d'une réaction extrêmement négative des pays européens et des États-Unis, le Kremlin se trouve désormais confronté au danger d'une coalition de autres républiques soviétiques. Le Conseil de la Fédération samedi a montré que Boris Eltsine pouvait compter sur de nombreux appuis dans sa dénonciation du recours à la force. Des élus progressistes du parlement de Russie ont demandé dimanche la convocation d'une réunion extraordinaire aujourd'hui de leur assemblée, agitant la menace de rompre tous les engagements économiques difficilement négociés par le président Gorbatchev.



Des milliers de personnes ont manifesté à Riga, hier en Lettonie, pour protester contre l'intervention de l'armée soviétique à Vilnius, en brandissant le drapeau et en scandant l'hymne nationale de la Lituanie. En mortaise, une résidente de la capitale lituanienne en larmes.

## Suites de la première page

### Suspense...



Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, accompagné du ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz, répond aux questions des journalistes, à l'issue de sa visite de deux jours à Bagdad dans une ultime tentative de sa part pour éviter la guerre dans le Golfe.

kiennes sur la crise du Golfe.

Interrogé d'autre part par des journalistes sur la mission du secrétaire général de l'ONU à Bagdad, Saddam Hussein — que la plupart des leaders arabes conjuraient hier d'éviter une guerre — a affirmé que M. de Cuellar ne lui avait fait aucune proposition. « Le secrétaire général de l'ONU m'a affirmé qu'il est venu (en Irak) pour écouter les Irakiens », a-t-il précisé.

Le président irakien Saddam Hussein a réaffirmé que le Koweït resterait la « 19e province de l'Irak » et que le dénouement de la crise était lié à la question palestinienne, fermant ainsi la porte au dernier espoir de paix dans le Golfe sans même attendre la fin de ses entretiens « de la dernière chance » avec M. de Cuellar.

Le président de l'Irak pense qu'il est l'objet d'un complot international et que si son élimination est inévitable, autant que ce soit par la guerre, a déclaré Evgueni Primakov, expert soviétique du Golfe. « Après ma conversation avec lui, je ne pense pas qu'il bluffe quand il affirme que, après son succès militaire contre l'Irak, comme il dit, il est devenu l'objet d'une conspiration », a dit M. Primakov à la chaîne américaine CNN.

Après 10 ans de guerre avec l'Irak, les Irakiens sont prêts à faire face à un autre conflit, a d'ailleurs confié M. Chris Poole, ambassadeur du Canada en Irak, de retour hier à Toronto.

Le ministre italien des Affaires étrangères Gianni De Michelis a de son côté invité hier le leader palestinien Yasser Arafat à « exhorter Saddam Hussein à se retirer du Koweït selon les résolutions du Conseil de sécurité ». L'OLP « tient entre ses mains la clé de la paix », a affirmé M. De Michelis, qui avait eu, la veille, un entretien téléphonique avec M. Arafat.

### À deux doigts de la guerre

Invité hier soir de l'émission 7/7 sur TF-1, le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, a déclaré que la France jugerait après cet entretien de ce qu'elle doit faire avant l'expiration de l'ultimatum du 15 janvier.

Le chef de la diplomatie française a estimé que le monde est « à deux doigts de la guerre ». Mais il n'a pas exclu « un retournement de dernière minute ».

À Paris, Javier Perez de Cuellar devait aussi rencontrer le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jacques Poos, dont le pays assume la présidence tournante de la CEE.

Jacques Poos et Roland Dumas gagneront ensuite Bruxelles où doit se tenir une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères des Douze, consacrée au Golfe et à l'intervention militaire soviétique en Lituanie.

Javier Perez de Cuellar devait quitter Paris pour New York en fin de matinée pour rendre compte dans la journée au Conseil de sécurité de sa rencontre avec Saddam Hussein.

### Lituanie...

sées pour la défense du parlement de se disperser. Ses propos ont été diversement accueillis, certains hésitant toujours à s'en aller de peur d'une ruse de l'armée. « Liberté, liberté, Lituanie, Lituanie », les cris ont salué les propos de M. Landsbergis.

Une heure après son intervention il restait encore trois à quatre mille personnes sur la place transformée au cours de la journée en véritable camp retranché.

Les militaires se sont engagés à ne pas patrouiller dans les rues de Vilnius si leurs conditions sont satisfaites. Le couvre feu est en principe imposé dans la ville.

Il a qualifié ces entretiens avec Saddam Hussein d'utiles « dans le sens que j'ai éclairci davantage les positions » « J'ai pu aussi dire ce qu'était ma position », a-t-il ajouté.

Selon Javier Perez de Cuellar, qui n'avait pas encore rédigé son rapport sur son voyage à Bagdad, Saddam Hussein s'est livré à un exposé de deux heures et demie des thèses ira-

Un appel à la grève générale aujourd'hui a été lancé sur les ondes de la radio nationale, diffusant ses émissions de l'intérieur du Parlement national.

### Réactions

À Washington, le président George Bush a condamné le Kremlin. « Rien ne justifie l'usage de la force par l'armée soviétique en Lituanie ».

Le secrétaire du Foreign Office, Douglas Hurd, « profondément inquiet » de la situation en URSS, a déclaré hier soir à Ankara avoir demandé à son ministère une « révision » de la coopération économique avec l'URSS à la lumière des événements de Vilnius, évoquant également l'aide de la Communauté économique européenne à l'Union soviétique.

Cette opinion était partagée par les autres membres de la Communauté économique européenne (CEE) et une réunion d'urgence a été convoquée aujourd'hui, à Bruxelles.

Quant au comité politique de l'Otan, il s'est réuni d'urgence hier à ce sujet et doit tenir une nouvelle réunion aujourd'hui.

À Prague, le gouvernement a condamné, à l'issue d'une réunion d'urgence, cette intervention qui rappelle aux Tchécoslovaques l'écrasement du Printemps de Prague par les blindés soviétiques en 1968.

Le gouvernement a déclaré que le recours à la force contre la Lituanie pourrait conduire la Tchécoslovaquie à quitter le Pacte de Varsovie.

À Varsovie, un millier de manifestants ont dénoncé l'intervention militaire soviétique en Lituanie et ont brûlé un drapeau rouge devant l'ambassade d'URSS dans le centre de Varsovie.

### Mulronney et Clark condamnent

Menaçait de remettre en question des accords économiques et techniques avec l'URSS, Brian Mulronney a condamné hier l'intervention sanglante de l'armée soviétique en Lituanie et a invité Mikhail Gorbatchev à s'en dissocier publiquement.

« Le monde entier célèbre, et aucun pays plus que le Canada, les changements profonds apportés au système soviétique par M. Gorbatchev, indiquait hier le secrétaire d'État Joe Clark en conférence de presse. Mais les gestes du genre de ceux qui se déroulent en Lituanie ne peuvent que servir à miner ce support international et ces progrès ».

À Riga, plus de 100 000 personnes ont manifesté leur solidarité avec les Lituaniens. Le vice-président letton Dainis Ivanis a dit craindre le lancement, ce matin à 6 h 30 dans la capitale, d'une intervention similaire à celle menée en Lituanie.

### Saddam...

river au Moyen-Orient avant la date butoir du 15 janvier, au-delà de laquelle le pire peut survenir.

Il faut tout d'abord se munir d'un visa, obligatoire pour entrer au Bahreïn, un important centre financier du Golfe. En temps normal, un délai pouvant aller jusqu'à un mois est requis afin d'obtenir le précieux papier. Il faut donc faire accélérer la procédure et traiter directement avec le ministère de l'Information du Bahreïn, plutôt que le consulat de Montréal.

La démarche demandera de multiples coups de fil outre-mer, en pleine nuit (décalage horaire oblige) afin d'attraper au vol le bureaucrate habilité à délivrer le visa. Petite visite à la clinique de santé familiale de l'hôpital Saint-Sacrement pour un rappel des vaccins de base, incluant la typhoïde. Des comprimés contre la malaria et, si le besoin s'en fait sentir, la diarrhée, s'ajoutent aux piqûres. Ces précautions élémentaires ne seraient pas toutefois d'une grande utilité si Saddam Hussein — ce « Nabuchodonosor des temps modernes » — se décide à lancer sur les alliés les germes de l'anthrax, pour ne nommer que ceux-là. L'immunité totale contre cette maladie ne serait acquise qu'après trois injections échelonnées sur un mois. « Si vous n'êtes pas traité en dedans de trois jours, vous pouvez commander votre cercueil », nous apprenait le *Time* la semaine dernière.

Contre la guerre chimique, rien de mieux qu'un masque à gaz et une combinaison protectrice, achetés à une firme spécialisée d'Ottawa pour environ 400 \$. Le nec plus ultra dans le monde de la mode actuellement ! Les responsables des Forces armées canadiennes stationnées au Moyen-Orient m'avaient vivement encouragé à ne pas partir sans cet attirail qui se transporte toutefois très bien.

Ça vous arrive avec une cassette vidéo à saveur apocalyptique expliquant en détail la façon de l'enfiler : d'abord rentrer entièrement dans la combinaison faite de plastique transparent, puis, mettre le masque et les jambières protectrices dans cette tente improvisée. À l'écran, le soldat aguerri réussissait l'exploit en moins d'une minute. Pas évident qu'un civil non entraîné, plongé dans le feu de l'action et avec les nerfs en boule, puisse s'en sortir aussi facilement. On souhaite seulement de ne pas avoir à s'en servir...

Prêt à partir ? Que non. Faudrait peut-être penser à ceux qui nous sont chers, si votre carrière tourne mal dans la poudrière du Golfe. Ohé ! Ohé ! Y a-t-il un assureur dans la salle ? Aussi court le séjour soit-il, la direction du SOLEIL devra négocier serré et mettre de l'argent sur la table pour finalement réussir à convaincre une compagnie d'assurances de miser sur la vie d'un scribe catapulté dans cette « zone à risques élevés ».

Après avoir pris soin de réserver sa chambre d'hôtel, on peut finalement boucler ses valises, saluer ses proches et sauter dans l'avion. Québec-Montréal-Londres-Bahreïn : environ 14 heures de vol à se demander de quoi demain sera fait...

## VENTE DE JANVIER



### VENTE DE COMPLETS

159.<sup>95</sup>

rég. jusqu'à 450.00

des complets simple et double boutonnage dans des styles de coupes plus amples, épaules plus souples avec pantalons à plis. choix de tissus pure laine ou polyester et laine, unis, fines rayures ou motif pied-de-poule. tailles de 38 à 46 dans la collection, couleurs désassorties.

### HORAIRE D'OUVERTURE

magasinez lundi, mardi de 9h30 à 17h30  
mercredi, jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00,  
samedi de 9h30 à 17h00

la maison

**simons**

PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

# La DPJ note une recrudescence de fausses accusations lors de divorces Plusieurs cas d'inceste et de violence inventés

Certains parents en instance de divorce portent de fausses accusations contre leur conjoint afin d'obtenir la garde de leurs enfants et de limiter les droits de l'autre. La Direction de la protection de la jeunesse a constaté en 1989 une recrudescence de ce genre de comportement.

par DAMIEN GAGNON  
LE SOLEIL

Ces fausses accusations sont généralement portées par des femmes, fait remarquer Mme Louise Lessard, adjointe au Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) de la grande région de Québec. Pour obtenir la garde de leurs enfants ou encore empêcher le père de voir ses enfants, des femmes ne craignent pas d'accuser leur conjoint d'inceste ou encore d'usage de mauvais traitements. Cependant, l'adjointe du DPJ

n'est pas en mesure de fournir des statistiques sur ce genre de situation qui se manifeste depuis quelques années mais, qui s'est considérablement amplifiée en 1989, obligeant les travailleurs sociaux à accorder une plus grande attention aux plaintes qu'ils reçoivent.

Le responsable des DPJ à l'Association des centres de services sociaux du Québec, M. Laurier Boucher, confirme les dires de Mme Lessard. Le phénomène n'est pas unique à la région de Québec, mais s'étend à l'ensem-

ble de la province. Il ajoute que dans le cas d'une plainte d'inceste, il arrive qu'elle ne soit pas fondée. La mère prend ce moyen pour obtenir la garde de son enfant ou encore pour empêcher son ex-conjoint de le voir.

### De jeunes enfants

Selon Mme Lessard, les fausses accusations de parents se présentent surtout dans le cas de très jeunes enfants. Ainsi, dit-elle, il n'est pas facile de déterminer si l'enfant raconte ce qu'on lui a dicté ou s'il se base sur des faits vécus. Par exemple, on amène un jeune garçon à dire que son père, en lui prodiguant des soins, a profité de la situation pour le caresser.

Les fausses accusations pour obtenir la garde des enfants ou

encore limiter les droits de l'autre conjoint ne sont pas utilisées seulement par les parents qui sont en instance de divorce mais aussi lorsque le divorce est prononcé et que l'un des deux conjoints n'est pas satisfait de la décision du juge. Par exemple, le recours à de fausses déclarations est également le moyen employé par certains pères qui veulent obtenir la garde des enfants qui ont été confiés à la mère.

Par ailleurs, les parents ne sont pas les seuls à fabriquer des accusations pour obtenir gain de cause. C'est également le cas des enfants en âge de choisir avec lequel des deux parents ils veulent vivre. Un adolescent qui ne veut plus demeurer avec sa mère pourra inventer les mauvais

traitements.

Les travailleurs sociaux ont réagi devant l'ampleur que prenait ce genre de plaintes. Ils posent maintenant beaucoup plus de questions sur les relations des membres de la famille. Les parents sont-ils divorcés ou en instance de divorce? Quel est l'état des relations entre eux et avec leurs enfants? Ainsi, au cours de l'année 1990, la DPJ a été en meilleure position pour déceler ces fausses accusations, conclut Mme Lessard.

M. Jean-Louis Léveillé du groupe Autonhomie, organisme qui s'intéresse à la condition masculine, n'est pas étonné de la situation. Selon lui, elle est reliée aux ruptures en catastrophe. Psychologiquement, dit-il, ça fait

partie de l'escalade des moyens que prennent les conjoints pour obtenir le plus possible de la séparation.

Il note que dans un tel contexte, ce qui était normal dans l'éducation des enfants devient anormal. Ainsi une punition à l'enfant prend le sens de mauvais traitements. Autre élément important, dans la plupart des cas, les femmes qui sont aux prises avec le divorce ont besoin d'une pension alimentaire. Cela rend les discussions plus difficiles, estime M. Léveillé.

Il voit dans la médiation le moyen d'éviter que les couples se déchirent et se rendent coupables de fausses déclarations pour faire valoir leur point de vue. Ce service est offert par Autonhomie.



### ■ Assez de pétrole ?

QUÉBEC (PC) — Bien que les approvisionnements en pétrole ne soient pas menacés par une éventuelle guerre dans la région du golfe Persique, Québec suit la situation de près et imagine des scénarios à suivre pour faire face à une improbable pénurie. Un comité interministériel se réunit de façon hebdomadaire depuis plusieurs semaines et examine les mesures à prendre, celles envisagées jusqu'à maintenant étant de nature incitative et volontaire.

### ■ Travaux parlementaires

OTTAWA (PC) — Le parlement canadien reprendra ses travaux dès demain pour permettre aux députés de débattre de la crise du Golfe et, éventuellement, du rôle des forces canadiennes dans la région. La session ne devait reprendre que le 18 février.

### ■ Une lettre pour la paix

La coalition pour la paix et le désarmement de la région de Québec remettra ce matin, à 11 h 30, au bureau du ministre Gilles Loiselle, une lettre aux ministres et députés fédéraux de la région. Dans cette lettre, la coalition dit s'opposer « à la participation canadienne à toute utilisation de la force armée dans le cadre du conflit ».

### ■ Volontaires algériens

ALGER (AFP) — Plus d'un million de volontaires algériens se sont inscrits pour aller combattre aux côtés de l'Irak, en cas de guerre dans le Golfe, a indiqué un porte-parole de l'ambassade irakienne à Alger. Un nombre indéterminé de volontaires algériens se trouvent déjà en Irak et ont rejoint les rangs de l'armée populaire irakienne.

### ■ Appel à la paix

VATICAN (AP) — Le pape Jean-Paul II a demandé à l'Irak à faire un « geste de paix qui l'honorerait devant l'histoire » et appelé « toutes les nations concernées afin qu'elles organisent une conférence de paix pour résoudre tous les problèmes au Moyen-Orient ».

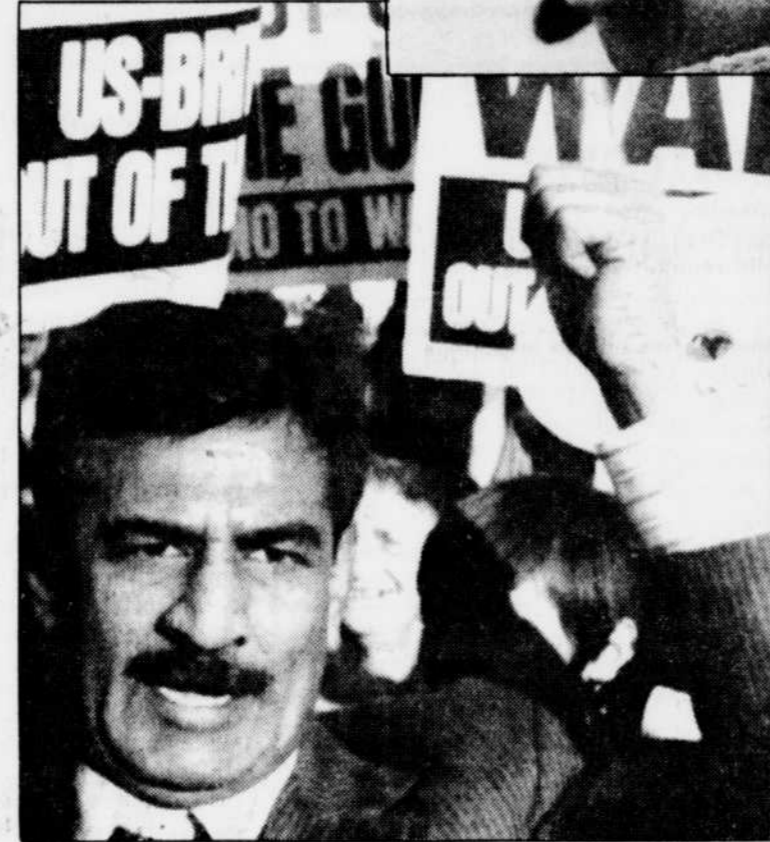
### ■ Diplomates expulsés

LONDRES (AP) — Le ministère britannique des Affaires étrangères a annoncé hier l'expulsion de 28 diplomates irakiens. L'ambassadeur d'Irak, Azim al-Salhi, a été convoqué au ministère et s'est vu demander la réduction de son personnel de 32 personnes à quatre dans les 48 heures.

### ■ La neutralité suisse ?

BERNE (Reuter) — La Suisse, pays neutre, envisage pour la première fois de constituer un bataillon d'un millier de soldats appelés à servir dans les forces de maintien de la paix de l'ONU.

Les lunettes de soleil d'un soldat de la 1re Division d'infanterie de l'armée américaine renvoient le reflet du général H. Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces U.S. dans le Golfe, au moment où ce dernier passe ses troupes en revue en Arabie Saoudite. Pendant ce temps, les manifestations pacifistes continuent de se tenir un peu partout dans le monde. Parmi les manifestations importantes, citons celles de Bruxelles (20 000 personnes), Nouakchott, en Mauritanie (quelques dizaines de milliers), Vienne (5 à 6000) et Londres (3000).



## 6000 pacifistes dans les rues de Montréal

(PC, AFP, AP) — Partout à travers le monde, hier, des manifestations pacifistes ont eu lieu. À Montréal, quelque 6000 personnes ont scandé des slogans pour protester contre la menace de guerre dans le golfe Persique.

Dès 13 h, ils étaient déjà des milliers à s'entasser boulevard René-Lévesque pour répondre à l'appel lancé par le regroupement Échec à la guerre, une coalition composée d'une quarantaine de groupes, dont la CEQ, les Artistes pour la paix, la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) et de nombreux syndicats de professionnels.

Emmitoufflés pour faire face à deux heures de marche au froid, les manifestants — au nombre de 10 000 selon les organisateurs et de 5000 selon la police — ont ensuite écouté, toutes banderoles et pancartes dehors, une série de discours pacifistes, souvent ouvertement hostiles au président Bush et au premier ministre Brian Mulroney.

Ailleurs dans le monde, près de 100 000 personnes au total ont manifesté hier dans une douzaine de villes espagnoles à l'appel des associations pacifistes et des partis politiques.

À Berlin, quelque 80 000 personnes ont manifesté en souvenir des leaders spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht et contre une éventuelle guerre.

En Turquie, près de 40 000 personnes ont manifesté à Pendik, à 20 km d'Istanbul, à l'appel du parti populiste social-démocrate (PPSD), principale formation de l'opposition parlementaire turque.

D'autres manifestations pacifistes importantes se sont déroulées à Bruxelles (20 000 personnes), Nouakchott, en Mauritanie (quelques dizaines de milliers), Vienne (5 à 6000) et Londres (3000).

### Le général Allard préfère M. Hitler...

TROIS-RIVIÈRES (PC) — Le général Jean-V. Allard, qui a longtemps été chef des Forces armées canadiennes, affirme craindre Saddam Hussein et la menace du déclenchement d'un conflit dans le golfe Persique.

« J'ai peur de ça, parce que les Arabes sont tellement fanatiques », le général Allard ne voue d'ailleurs aucune admiration à Saddam Hussein : « Je pense que le dictateur (Hussein) est pire qu'Hitler. Hitler était un monsieur comparé à Hussein ».

D'autre part, M. Allard se dit aucunement impressionné par la « force de frappe » du Canada. « La position du Canada, ce n'est pas grand chose parce qu'on désarme depuis longtemps (...) On a des F-18 et trois bateaux. Que voulez-vous qu'on fasse avec ça? »

Ce dernier est d'avis que le Canada n'est tout simplement pas prêt à faire face « à la musique ». Il clame sans détour qu'il n'est pas content de la façon dont le Canada traite les questions militaires. « C'est parce qu'il n'y a pas de gouvernement au Canada. »

## Israël ripostera en cas d'attaque

JÉRUSALEM (NYTNS, Reuter, AFP) — Le ministre israélien de la Défense Moshe Arens a clairement rejeté hier la demande de Washington voulant qu'Israël reste à l'écart de la crise du golfe Persique, même si elle est attaquée.

« Si Israël est attaquée, elle ripostera », a affirmé M. Arens lors de la visite d'une base militaire aérienne dans le nord du pays.

Le premier ministre Yitzhak Shamir a déclaré, pour sa part, que « la défense et la sécurité d'Israël ont été dans le passé et seront à l'avenir du seul ressort de notre gouvernement ».

Officiellement, le secrétaire d'État adjoint américain Lawrence Eagleburger était arrivé samedi en Israël pour mettre au point « une coordination politique et militaire » entre les deux pays. Le black-out a été imposé par les responsables israéliens et américains sur la tenue des entretiens samedi de M. Eagleburger, à la tête d'une importante délégation du Département d'État et du Pentagone, avec le premier ministre Shamir.

Le diplomate américain a eu hier matin une nouvelle série de discussions avec le ministre Arens, dans les bureaux du premier ministre à Jérusalem. Il doit également s'entretenir avec MM. Shamir et David Lévy, le ministre des Affaires étrangères.

Il s'agit de la visite de la plus haute mission américaine en Israël depuis l'entrée en fonction de M. Bush en janvier 1989.

### La ruée vers les magasins

Pendant ce temps, à Jérusalem, la population se préparait fébrilement, à 48 heures de l'ultimatum de l'ONU, en dévalisant les magasins de tout ce qui se vendait de bougies, conserves, piles et denrées alimentaires.

« Les gens ont pris tout ce qui leur tombait sous la main. J'ai épuisé toutes mes réserves et mes fournisseurs sont en rupture de stocks. Ils m'ont telle-

ment fait peur que j'ai également commencé à faire des provisions », disait un commerçant.

Dans les ruelles à proximité de la porte de Damas, les commerçants vantaient hier leur produit en y ajoutant une note d'humour : « Des oranges contre des masques à gaz, des tomates contre des combinaisons anti-chimique ».

Et hier matin, à Jérusalem, comme dans tout le pays, les enfants ont assisté au manège inhabituel des employés de la municipalité venus calfeutrer leurs classes. Les abris des établissements ont été nettoyés et aménagés avec des tables, des chaises et des matelas.

Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza craignent quant à eux que les autorités israéliennes procèdent à des expulsions massives dans les territoires occupés, en cas d'attaque irakienne contre Israël.

Un groupe de personnalités nationales palestiniennes, dirigées par M. Fayçal Hussein, s'est fait l'interprète de cette inquiétude, en accusant samedi Israël de « vouloir exploiter une éventuelle guerre pour expulser des Palestiniens et perpétrer des massacres ».

Recevant, tout à tour, les organisations internationales, les diplomates en poste à Jérusalem-est et la presse, M. Hussein a déclaré : « Nous ne partirons pas. Nous poursuivrons l'intifada et nous mettrons en échec cette machination ».

Il a demandé une protection internationale, affirmant être en possession d'informations, de sources occidentales et israéliennes, selon lesquelles, « des unités spéciales seraient chargées d'expulser en masse des Palestiniens », sans toutefois fournir plus de détail.

## Ça grogne dans le service français de R.-C.

MONTREAL (PC) — Le Syndicat des journalistes de Radio-Canada a dénoncé, hier, « la disparité des moyens mis à la disposition des réseaux anglais et français pour couvrir le conflit dans le Golfe ».

Radio-Canada, explique le syndicat, a dépêché la journaliste Francine Bastien à Jérusalem, Raymond Saint-Pierre à Amman, en Jordanie, et Geneviève Rossier à Dharan, en Arabie Saoudite. Mais un seul des trois correspondants disposera d'une caméra, à Jérusalem, dit le syn-

dicat, quand « les journalistes du réseau anglais n'en auront plus besoin ».

La télévision anglophone, poursuit-on, envoie de son côté une équipe complète de quatre personnes à Bagdad et une autre à Dahram. Elle a dépêché un journaliste-caméraman au Qatar.

Dans un communiqué émis vendredi, la Société Radio-Canada explique qu'elle diffusera, si la guerre éclate, un « bulletin de guerre » de 18 h à 18 h 30 à la télévision. Il sera animé par Bernard Derome et Jean-François Lépine qui seront en contact avec les reporters du Moyen-Orient et ceux des grandes capitales. Le magazine régional « Ce Soir » sera diffusé de 17 h 30 à 18 h tandis que le « Plus » conserve sa place à la grille horaire de 18 h 30 à 19 h.

**SPRINT, CAVALIER, PICK-UP S-10**  
Le plus grand choix en ville!

**RABAIS TPS ET TAUX 11.9%**  
MAXIMUM 48 MOIS

OUVERT TOUS LES SOIRS, DU LUNDI AU VENDREDI

**MARLIN**  
Chevrolet Oldsmobile Inc

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212

Mario Moffet  
Conseiller

Simon Nadeau  
Conseiller

Gaëtan Francoeur  
Conseiller

Réjean Gagné  
Conseiller

Marcel Theberge  
Conseiller

Benoit Lizotte  
Conseiller

Jacques Grenier  
Conseiller

Mario Cloutier  
Conseiller

Daniel Dumont  
Conseiller

Densy Pampalon  
Conseiller

Roger Roy  
Conseiller

André Brunet  
Conseiller

## LA POLITIQUE

# Les militants péquistes s'attendent à un congrès sous le signe de l'optimisme

QUÉBEC (PC) - C'est sous le signe de l'optimisme, de l'unité et de la sensation d'être plus que jamais près du but que les 2000 militants du Parti québécois tiendront leur congrès national durant la fin de semaine du 26 janvier à Québec.

Regroupée derrière un chef bien en selle, encouragée par une série de sondages favorables à l'idée de la souveraineté et à leur parti, la troupe péquiste tâchera principalement au cours de ces trois jours d'actualiser son programme électoral, en particulier la démarche en vue de l'accession du Québec à la souveraineté et le développement socio-économique.

Pour l'une des rares fois dans l'histoire du parti, le congrès se déroulera dans l'unité et la sérénité. Unité autour du chef et de la plate-forme électorale et sérénité dans les débats par suite de la levée de l'hypothèque d'une élection référendaire mise de l'avant par les radicaux.

« Il s'agira davantage d'un congrès de préparation de l'après-indépendance et du genre de société que l'on voudra se donner », explique Paul Bégin qui vient d'être élu sans opposition au poste de deuxième vice-président de l'exécutif, une nouvelle tâche.

## Congrès studieux

Comme bien d'autres militants, M. Bégin se rendra au congrès plein d'optimisme avec l'intention d'étudier dans le calme la préparation d'un nouvel État dont le PQ souhaite la naissance dans les meilleurs délais.

Jacques Parizeau se présentera devant le congrès plus fort que ja-

mais depuis son accession à la tête du parti, en mars 1988. Un vote de confiance envers le président du parti, samedi matin, devrait le confirmer.

Le congrès sera appelé à modi-

fier le passage du programme électoral qui prévoit la tenue de référendums sectoriels (pour occuper des juridictions spécifiques) comme autre moyen de préparer la souveraineté complète.

Cette stratégie avait été adoptée au congrès d'orientation de novembre 1988. Elle ne sera plus nécessaire étant donné que le PQ,

une fois élu, ferait adopter par l'Assemblée nationale une déclaration d'intention de réaliser la souveraineté politique du Québec.

Un référendum serait tenu plus tard sur un projet de constitution, incluant une proclamation de souveraineté, qui donnerait naissance à un Québec souverain, selon le programme du parti.

# Les Acadiens s'interrogent face à l'indépendance éventuelle du Québec

CARAQUET (PC) — Les Acadiens considèrent comme inéluctable l'accession du Québec à une forme d'autonomie et tentent de tirer le meilleur parti de ce choix politique, en même temps qu'ils éprouvent actuellement une certaine inquiétude face au sort qui leur sera alors réservé comme communauté francophone hors-Québec.

Pas étonnant que, lors d'un forum qui se tenait en fin de semaine à Caraquet, une vingtaine de leaders d'opinion de la péninsule acadienne aient fait part de leur inquiétude face à l'indépendance possible du Québec qui les priverait, dans un Canada anglais, de son poids démographique.

L'Acadie a déjà tissé des liens avec le Québec qu'il faut raffermir, a-t-on dit. Les Acadiens voudront respecter la décision que prendra le Québec face à son avenir politique. Il ne s'agit pas, au lendemain de l'accession à l'indépendance par les Québécois,

qu'on ne puisse dire des Acadiens qu'ils n'ont pas été des alliés indétectibles du Québec.

Région périphérique, la péninsule acadienne souffre d'un exode massif de ses cerveaux. Les perspectives d'emploi et d'avancement sont minces. C'est pourquoi les participants ont insisté sur une politique de développement régional tenant compte de la particularité de cette région. À la base de ce développement, les participants réclament l'enchaînement dans la constitution canadienne de la loi 88, un énoncé de principe qui garantirait aux Acadiens des institutions autonomes.

« Avec le projet d'union des

Maritimes, les anglophones vont nous forcer à prendre une décision : soit qu'on reste avec eux, dans la brouette ; soit qu'on en saute », a déclaré Réginald Comeau, de l'Union des pêcheurs des Maritimes.

L'historien Clarence LeBreton insiste pour sa part sur le besoin de briser l'isolement de la péninsule gaspésienne qui lui fait perdre le poids du nombre. Cette érosion du monde rural liée ou causée par la déchéance des infrastructures comme Via Rail, Radio-Canada ou le réseau des transports conduit ultimement à l'assimilation. « Tes garçons vont sacrer le camp et on viendra voir les vieux, l'été », a-t-il dit.

Les Acadiens craignent de n'être plus qu'une poignée de francophones dispersés dans l'immensité du territoire canadien devenu plus que majoritairement anglophone.

# Les députés européens se défendent d'être venus « faire la leçon » sur la question autochtone

KAHNAWAKE (d'après PC) — Les députés européens en visite d'information au Canada n'ont pas l'intention de faire la leçon aux gouvernements québécois ou canadien, a prévenu, hier, leur président, Gijs De Vries.

Président de la délégation chargée des relations avec le Canada au Parlement européen, à Strasbourg, M. De Vries s'est d'entrée de jeu défendu de vouloir blâmer la façon dont les gouvernements d'ici traitent leurs communautés autochtones.

« Nous sommes ici pour mieux comprendre les relations entre les autochtones et les autres Canadiens et comprendre les dessous du dossier de la crise d'Oka », a expliqué le député du Parti libéral néerlandais. Nous voulons entendre toutes les voix, y compris celles des gouvernements. »

M. De Vries a d'ailleurs rappelé que les députés — qui sont ici à titre privé quoique ce soit le Parle-

ment européen qui défraie les notes de voyage — répondaient à l'invitation des gouvernements d'Ottawa et de Québec, à la suite de la motion de blâme adoptée par le Parlement européen, en septembre dernier.

Le chef du conseil de bande de Kahnawake, Joe Norton, a pour sa part souhaité que la visite des députés européens contribue à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils règlent plus rapidement les revendications des autochtones.

« Jusqu'à un certain point, il (le Parlement européen) a influencé le cours des événements lors de la crise de l'été dernier », a expliqué M. Norton aux journalistes. Sentant les yeux de l'Europe tournés vers lui, le Canada a « hésité » à

faire usage de la force dans le déroulement de la crise, selon lui.

## Leçon d'anthropologie

Les cinq députés européens avaient amorcé leur visite, hier matin à Kahnawake, en rencontrant plusieurs Mohawks de la réserve du sud de Montréal dans une salle de bingo recyclée aujourd'hui en marché aux puces. En après-midi, la délégation a eu droit à une leçon d'anthropologie amérindienne, une dizaine de Mohawks venant tour à tour expliquer les différentes facettes de leur culture : mères de clan, chef de bande, Longhouse, Warriors, etc.

C'est le député manitobain Elijah Harper, un cri ojibwa rendu célèbre pour son opposition à l'accord du lac Meech dans cette province, qui a auparavant souhaité la bienvenue aux députés européens.

Aujourd'hui, ils rencontreront

le ministre des Affaires internationales, John Ciaccia, et son successeur aux Affaires autochtones, Christos Sirros. Mardi, ils se rendront à Kanesatake (Oka) et mercredi, ils seront à Ottawa, pour des entretiens avec la Commission canadienne des droits de la personne et l'Assemblée des premières nations.

Outre M. De Vries, la délégation européenne est composée de Mmes Many Banotti (Irlande) et Brigitte Bjornvig (Danemark - Parti Arc-en-ciel), et de MM. Dieter Rogalla (Allemagne - Parti socialiste) et Wilfried Telkammer (Allemagne - Parti vert). Hier, ces deux derniers ne participaient pas aux rencontres mais devraient se joindre au groupe aujourd'hui.

À leur retour au Parlement européen, la délégation fera rapport aux autres députés mais on ne connaît pas encore la suite du processus.



Michel CORBEIL

Le monde des fonctionnaires

# Déchets dangereux: l'Environnement en guerre avec des écolos

Le ministère de l'Environnement hésite à s'en vanter. Il a remporté une bataille sur la divulgation de renseignements portant sur les déchets dangereux. Le problème, c'est qu'il l'a fait aux dépens d'un groupe écologiste en lui restreignant la possibilité d'obtenir des informations.

Dans une décision rendue le 21 décembre, la Commission d'accès à l'information débouta la Société pour vaincre la pollution (la SVP) de sa demande de recevoir les manifestes de circulation des déchets dangereux. La question fait l'objet d'un litige entre le ministère et la SVP et la Commission a examiné si la Loi sur la qualité de l'environnement rend accessible ce document.

Selon la législation, tout citoyen peut être renseigné sur les sources de contamination de l'environnement. Or, décrète Mme Giroux, si une substance se trouve inscrite dans un manifeste qui contient les noms du produit, de la compagnie qui l'a fabriqué, de l'entreprise qui le stocke et de la firme qui le transporte, c'est qu'elle n'est pas en contact avec l'air. Elle ne pollue donc pas. Par contre, un manifeste est public en fonction de cette loi s'il y a déversement illégal.

Interprétation legaliste, croit le porte-parole de la SVP, M. Daniel Green. À Saint-Basile, donne-t-il comme exemple, la SVP n'aurait eu les données qu'après l'incendie ! Belle façon de faire de la prévention, lance-t-il. Et, une fois la catastrophe arrivée, les informations deviennent confidentielles en cas de poursuites...

Mais c'est davantage contre l'Environnement qu'en a la SVP. Pourquoi l'obliger à s'adresser à la Commission pour obtenir des documents donnés dans un premier temps ?, demande M. Green. Pourquoi ne pas laisser les firmes se défendre elles-mêmes ? « Selon nous, ça prouve qu'il y a connivence entre le ministère et le cartel des produits dangereux. »

Au ministère, l'adjointe de la responsable à l'information, Mme Nicole McKinnon, n'hésite pas à dire que l'Environnement « s'est réveillé un peu tard » pour réaliser, après avoir accordé une permission à la SVP, que les manifestes recèlent des renseignements commerciaux confidentiels fournis à un tiers. Les dévoiler violerait la loi, dit-elle. Légalement, le ministère n'a d'autres choix que de s'opposer même si, « moralement, nous n'aurions pas objection à les donner ».

Une prochaine manche dans ce dossier se jouera bientôt, à nouveau, devant la Commission qui jugera si les manifestes sont publics en regard, cette fois, de la loi sur l'accès à l'information.

## Rosalie: une place aux relationnistes

Les relationnistes ont désormais une niche dans « Rosalie », le fichier informatisé pour les contrats du gouvernement. Un règlement, publié le 26 décembre, crée la catégorie « Services conseils en relations publiques ». Selon la porte-parole du ministre Robert Dutil (Approvisionnement et Services), il s'agit de la première réglementation donnant suite au rapport Bernard sur la transparence dans l'octroi de contrats par l'État. D'autres règlements, de même que des directives diverses, concrétiseront des recommandations du document dévoilé en mars. Conférence de presse sur le sujet, cette semaine.

## Sépaq: reclassement

La firme Bélanger, Caron s'affaire au reclassement des neuf employés mis à pied à la suite de la réorganisation du siège social de la Société des établissements de plein air du Québec. Cette entreprise est l'ancien employeur de l'actuel p.d.g. de la Sépaq, M. Raymond Lavoie. Ce dernier s'est empressé de souligner que ce mandat a été accordé avant qu'il ne soit nommé à la Société. « Sinon, ils ne l'auraient pas eu. » Pour éviter le conflit d'intérêts, évidemment. Jusqu'à présent, trois des quatre professionnels congédiés auraient bientôt un nouvel emploi avec l'aide de la firme ; quatre des cinq employés de soutien sont « placés » ; et la Sépaq aurait un emploi pour la cinquième employée ne voulant pas faire affaire avec Bélanger, Caron.

On peut joindre l'auteur de ces lignes au numéro de téléphone suivant: 644-4015.

Dans le cadre du

**SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS**  
SPECIAL 10<sup>th</sup> ANNIVERSAIRE

**COUREZ LA CHANCE DE GAGNER 50 000 \$ SUR 30 ANS\***

un concours signé Midland Walwyn en collaboration avec LESOLEIL

Taux d'intérêt élevé. Rendement garanti pendant 30 ans. Les obligations à long terme peuvent multiplier votre capital de façon spectaculaire.

Pour vous aider à comprendre la magie des intérêts composés, MIDLAND WALWYN vous offre la chance de gagner au Salon une Obligation d'Épargne-Retraite qui vous rapportera 50 000 \$ sur 30 ans.

LESOLEIL

QUÉBEC - 17 AU 20 JANVIER 1991  
CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

JEU. VEN. SAM.: 12h-22h DIMANCHE: 12h-18h

MARTIN

\*Ou l'équivalent. Règlements du concours disponibles à l'entrée.

## Problème prioritaire pour les Canadiens

# La crise économique l'emporte sur l'environnement

Le ralentissement de l'activité économique semble avoir sérieusement émoussé la sensibilité des Canadiens face aux problèmes environnementaux. En juillet 1989, 17 % des Canadiens croyaient que la protection de l'environnement constituait le plus important problème

auquel était aux prises le pays. Aujourd'hui il n'y a plus que 4 % des Canadiens à penser de même.

Par contre 60 % des Canadiens estiment que les difficultés économiques constituent le plus important problème auquel doit faire face le Canada, aujourd'hui.

L'inflation est le problème numéro un de 43 % des Canadiens et le chômage constitue le problème prioritaire de 17 % des Canadiens. Il y a un an inflation et chômage combinés ne retenaient l'attention prioritaire que de 47 % des Canadiens.

Ces données sont contenues dans un sondage Gallup réalisé auprès de 1011 personnes adultes (c'est-à-dire âgées de 18 ans et plus) entre le 5 et le 8 décembre. La question qui leur était posée était la suivante : « Quel est votre avis le plus important problème auquel est aux prises le Canada aujourd'hui ? »

Signant les résultats de ce sondage, Lorne Bozinoff, vice-président de Gallup Canada inc., et Peter MacIntosh, chercheur, précisent que la marge d'erreur d'un tel sondage est d'environ 4 %, 19 fois sur 20.

Ce sondage montre qu'il y a eu un renversement spectaculaire des priorités des Canadiens en ce qui concerne l'environnement et l'économie. À la question « qu'est

ce qui, d'après vous, est le plus important : créer des emplois ou protéger l'environnement ? », 51 % des personnes interrogées disent croire que la création d'emplois est plus importante que la protection de l'environnement alors que 39 % d'entre elles pensent le contraire. En mai dernier 58 % des Canadiens disaient croire que la protection de l'environnement était plus importante que la création d'emplois.

Cependant 74 % des Canadiens continuent de dire qu'ils se sentent très concernés par les questions environnementales. Cette proportion, note Gallup, est constante depuis les deux dernières années.

Le niveau élevé des impôts et l'honnêteté des gouvernements continuent de préoccuper un grand nombre de personnes : respectivement 73 % et 72 %.

Concernant les autres aspects de la vie politique, le sondage mené par Gallup montre que seuls 24 % des Canadiens disent se sentir très concernés par la réforme du Sénat et 26 % par la séparation du Québec (cette proportion grimpe jusqu'à 45 % au Québec).

Région par région, la question de l'unité nationale ne préoccupe que 35 % des Québécois. Ailleurs cette proportion augmente à 44 % dans les Prairies, 50 % en Ontario, 56 % en Colombie-Britannique et 59 % dans les provinces atlantiques.

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec

Tirage du 91-01-12

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 4012763,10\$
5/6+	5 180213,00\$
5/6	304 2266,60\$
4/6	16458 80,50\$
3/6	311108 10,00\$

11 22 24 37 39 49

No complémentaire: 27

VENTES TOTALES: 18 692 141,00\$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 1 800 000,00\$

PROCHAIN TIRAGE: 91-01-16

Tirage du 91-01-12

NUMÉROS	LOTS
374301	100 000,00\$
74301	1 000,00\$
4301	250,00\$
301	50,00\$
01	10,00\$
1	2,00\$

Extra Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LES ANNONCES CLASSÉES

LESOLEIL

647-3311

ça sonne!

# La musique «pop», une nécessité

Jouer de la musique commerciale, au son radiophonique, est une nécessité pour les groupes de bars. L'exemple des *Wild Cats* est particulièrement pertinent.

textes d'ALAIN CASTONGUAY  
LE SOLEIL

Les quatre instrumentistes qui ont formé le groupe en septembre 1989 n'ont pu éviter cette transfor-



mation de leurs choix musicaux. Au départ, les *Wild Cats* jouaient

de la musique vraiment *hard rock*, sinon carrément *heavy metal*. Un son lourd et pesant, une section rythmique qui cogne et assomme, un guitariste déchainé et un chanteur qui hurle, tel était le menu.

En janvier 1990, le guitariste Andy et le batteur Marc en ont marre. Ils veulent jouer souvent, toutes les fins de semaine. Mais de plus en plus, les bars demandent de la musique plus « commerciale ». En discutant avec le chanteur Tony et le bassiste Serge, ils conviennent d'alléger leur répertoire.

Ce n'était pas encore du Elton John, loin de là : les *Wild Cats* reprenaient des pièces de groupes tels The Doors, Stevie Ray Vaughan & Double Trouble, ZZ Top, Led Zeppelin... encore quelques-uns de Deep Purple, Whitesnake, Jimi Hendrix, mais un peu moins.

« On n'a pas eu le choix, explique Marc. Depuis un an, de notre circuit de bars qui en comptait environ une douzaine, huit ont fermé leurs portes. Ça veut dire que notre réseau de contacts était très réduit. Et un certain nombre nous trouvaient trop *heavy*. »

« C'est certain que ça nous faisait un peu chier de modifier notre répertoire, poursuit-il. Mais on n'avait pas le choix. Il nous fallait jouer au moins deux semaines par mois pour que ça vaille la peine de continuer. »

Certains groupes font de la musique pour le *trip de gang*. D'autres le font pour pratiquer leur musique, améliorer leur maîtrise de l'instrument. D'autres enfin le font un peu pour ces raisons et aussi pour vivre. C'est le cas de Marc.

C'est lui qui louait l'équipement sonore et visuel au groupe. Il pourra ainsi devenir propriétaire de plusieurs milliers de dollars d'équipement, dans deux ans, et mettre la globalité du cachet du groupe dans ses poches. « Ça me coûte 800 \$ par mois. Je loue le stock 400 \$ par fin de semaine au groupe. Nous devons donc nous arranger pour jouer au moins deux semaines par mois. »

Marc en mange, de la musique. Il joue dans les bars depuis cinq ans, après avoir été membre d'un orchestre de noces et congrès. « Je faisais plus d'argent dans ce temps là en un soir que maintenant en trois soirs avec le groupe. C'est assez incroyable », souligne-t-il.



Les groupes qui choisissent la musique « heavy metal », comme Voivod (photo) prennent une voie difficile vers le succès.

## Le jazz fait figure d'enfant pauvre

Parmi les genres musicaux que l'on peut entendre dans les bars-spectacles de Québec, le jazz fait figure d'enfant pauvre.



Le tromboniste Jacques Bourget.

Le bar *L'Emprise* de l'hôtel Clarendon est le seul endroit où on entend tous les soirs, depuis 1978. De temps en temps, l'endroit va accueillir des musiciens ayant une certaine renommée, comme le groupe Contrevient, le duo Young & Donato, Charlie Biddle...

Cependant, la majorité des formations qui y viennent sont composées de musiciens méconnus, excellents instrumentistes qui n'arrivent pas, sauf exceptions, à faire de ce métier leur gagne-pain.

Il ne faut pas se raconter d'histoires, les jazzmen doivent être tenaces s'ils veulent gagner leur vie à Québec. « Ce sont des gens courageux, assure Paule Dionne, qui s'occupe de la programmation de *L'Emprise* depuis trois ans. Ils sont tellement en amour avec la musique, c'est incroyable. Je ne sais pas comment certains font pour boucler leur budget... ». Et elle déplore que le Festival d'été et les Nuits Bleue's engagent finalement fort peu de gens de Québec.

Elle dresse le portrait de quelques-uns. Un bassiste qui est tombé sur un filon en réussissant à se faire embaucher pour un talk-show local. Un autre, trompettiste, qui gagne un bon salaire au Royal 22e Régiment, mais qui doit faire son service militaire. Un saxophoniste qui réussit à donner des cours et qui vient jouer à *L'Emprise* pour son plaisir, quelques fois par année. Un couple de pianistes, mariés et ayant des enfants, qui ont ouvert un commerce d'aliments naturels pour payer le loyer. Un autre couple marié, tous deux saxophonistes qui ont du travail à temps partiel dans les « big bands ». Un pianiste ingénieur qui fait quelques spectacles « pour le trip ». Un pianiste lui aussi confiné à la musique du genre « variétés ».

« Il y en a quelques-uns qui

il y a aussi plus de musiciens. Ce qui est choquant, à Québec, c'est que les employeurs n'embauchent que fort peu des talents locaux. »

Il reprend le même argument que Paule Dionne, à savoir que les grosses manifestations artistiques comme le Festival d'été et les Nuits Bleue's devraient faire plus d'efforts pour la promotion des artistes d'ici. « En se disant *international*, le Festival d'été n'a pas vraiment le choix d'aller chercher ses gros noms à l'étranger. Mais de là à négliger complètement les musiciens de Québec... »

Un exemple de cette situation est un duo d'instrumentistes dont il a lui-même produit le spectacle dans le cadre du Festival d'été. « Nous ne recevions pas de cachet du Festival et avions dû verser un montant pour la location de la salle de spectacle, indique-t-il. Bien sûr, nous faisons partie de la programmation officielle et avons bénéficié d'une bonne promotion, mais le risque financier, c'était les musiciens et ma compagnie qui l'avions assumé. »

Il souligne lui aussi les carences de la formation musicale. « C'est un fait que des cours en gestion, en marketing, seraient utiles aux musiciens. Il faut apprendre l'art de la négociation, on fait cela à tous les jours, marchander son talent. »

Il juge que les conditions du marché devraient aller en s'améliorant, dans les prochaines années. « Il y aura une pénurie de musiciens d'ici cinq ans, pour un certain nombre d'instruments d'orchestre. De plus, dans le milieu de l'enseignement primaire et secondaire, la réforme qui s'annonce devrait donner du travail à ceux qui veulent enseigner. »

Et une loi plus « musclée » en matière de droits d'auteur aura également, selon lui, des répercussions positives. « Lorsque les bars et les discothèques seront forcés de payer ses droits, ça va leur coûter plus cher et ils vont peut-être se tourner un peu plus vers les groupes et orchestres. »

elle exige une formation académique ou une expérience minimale.

Elle demande aussi aux membres de payer leurs cotisations et de déclarer leurs revenus, afin que les employeurs puissent payer les contributions à la caisse de retraite. Elle recommande de ne pas jouer avec des musiciens non-membres et d'éviter les établissements figurant sur sa « liste des interdits ».

Enfin, la Guilde défend à ses membres d'accepter des cachets inférieurs aux tarifs recommandés. En retour de quoi elle défend ses membres lorsqu'il y a litige avec un employeur, garantit des cachets minimaux, offre une caisse de retraite et une assurance-vie et possède l'exclusivité des contrats avec bon nombre de gros employeurs : chaînes hôtelières et de restauration, médias électroniques, salles de spectacles et producteurs.

Un jeune qui travaille en-dehors des règlements de l'association peut réussir à gagner sa vie, à court terme. « Mais à long terme, les employeurs profitent plus que lui de sa présence sur le marché et des tarifs maintenus plus bas pénalisent tout le monde », conclut Fernand Martel.

« On joue effectivement dans des bars qui ne font pas affaire avec la Guilde, réplique Charles, le guitariste d'*Are & Be*. Mais si les bars devaient nous payer les tarifs exigés par la Guilde, les clients devraient payer leur bière 8 \$, ironise-t-il. Et ce qui nous concerne, je suis peut-être chanceux, mais on n'a jamais eu d'ennuis à faire respecter nos ententes verbales avec les propriétaires de bars. »

Le tromboniste Jacques Bourget, ex-directeur de la Guilde, reconnaît certains torts à cette dernière. « La Guilde gère beaucoup d'argent et s'occupe bien des gros contrats qui brasse des grosses affaires. Mais le musicien moyen n'y retrouve pas tous les services attendus d'un tel regroupement. »

« Si un musicien accepte de travailler pour 40 \$ par soir, c'est son problème, dit-il. Mais il n'aide pas la profession en le faisant. »

## Suite de la première page

## La méfiance...

fares culturelles chargée d'appliquer la loi sur le statut de l'artiste. « Nous espérons qu'un jour il deviendra impossible pour les employeurs d'embaucher des musiciens sans passer par une association reconnue », souligne-t-il.

Cette commission au statut de tribunal administratif est présidée par l'ancien ministre Denis Hardy et relève directement de la ministre des Affaires culturelles Liza Frulla-Hébert. Elle est chargée de s'assurer de la représentativité des associations d'artistes.

Le fait que le marché soit fortement concurrentiel devrait permettre une certaine épuration et une progression de la qualité. Pourtant, ce n'est pas l'avis de Jean-Pierre Gagnon.

« Avec l'avènement des synthétiseurs, on peut remplacer un orchestre par un ordinateur. L'ennui avec cela, c'est que les clavéristes enlèvent le travail aux autres. Par exemple, on constate à l'heure actuelle qu'une compagnie de publicité qui a besoin d'un *jingle* pour une annonce va payer le même prix qu'il y a cinq ans. Un musicien ramasse le contrat et il enregistre tout cela avec un synthétiseur. »

Un autre phénomène qui n'aide pas est la réglementation plus sévère en matière de conduite automobile. « Avec les amendes de plus en plus fortes pour les conducteurs arrêtés en état d'ivresse, il y a moins de monde dans les bars et ils veillent moins tard, fait remarquer M. Gagnon. »

La Guilde des musiciens, associée à la Fédération américaine des musiciens, a des critères bien définis en matière de recrutement. Ainsi,



SOLDES  
JUSQU'À

50%

Lingerie Silhouette  
vous offre des réductions  
sur une sélection  
de marchandises.  
Vêtements légers  
à prix légers.

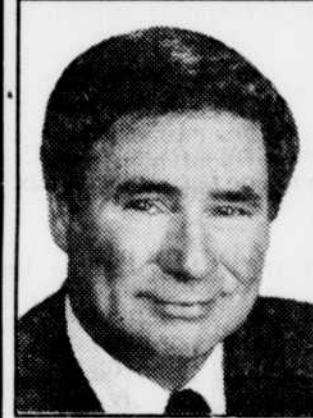
SILHOUETTE

lingerie

Place Fleur de Lys • Galeries de la Capitale • Place Québec • Place Ste-Foy  
Place Quatre-Bourgeois • Carrefour Charlesbourg

VENDEURS — REPRÉSENTANTS — CONSEILLERS — GÉRANTS DE VENTE

## VOULEZ-VOUS VENDRE AVEC STRATÉGIE?



ROGER ST-HILAIRE  
Instructeur

### VENTE STRATÉGIQUE

Vous apprendrez comment:

- conclure vos ventes
- vous motiver à vendre
- répondre aux objections
- vendre votre personnalité
- planifier vos entrevues
- structurer votre territoire
- accroître votre clientèle
- disposer de votre temps
- traiter les plaintes
- communiquer avec vos clients

### GÉRANCE DE VENTE

Vous apprendrez comment:

- recruter des vendeurs à succès
- remunérer vos vendeurs
- les entraîner et les former
- organiser des réunions stimulantes
- les motiver et les stimuler
- établir des stratégies de vente
- évaluer leurs performances
- choisir votre style de gestion
- structurer vos territoires
- disposer de votre temps
- organiser des concours de vente
- comment diriger vos vendeurs

Inscriptions en nombre limité

### VENTE STRATÉGIQUE

- Québec: 21 et 22 février
- Montréal: 7 et 8 février
- Sherbrooke: 18 et 19 février
- Trois-Rivières: 25 et 26 février

### GÉRANCE DE VENTE

- Québec: 29, 30 avril et 1er mai
- Montréal: 25, 26 et 27 mars

Cours de vente  
Roger St-Hilaire

Téléphonez maintenant

Région de Québec (418) 626-7498

Extérieur 1 (800) 463-7246

CHACUN DE NOUS EST ÉGAL... MAIS CEUX QUI ONT REÇU UNE FORMATION À LA VENTE SONT FAVORISÉS... POURQUOI PAS VOUS?

chez nous,  
l'avenir  
est présent...

préparez-vous  
à travailler!

Vous avez le goût d'une  
vraie carrière?

Offrez-vous une vraie compétence en techniques de bureau (WordPerfect, microinformatique, correspondance commerciale, anglais des affaires, comptabilité...). Étudiantes de niveau cégep, universitaire, jeunes travailleuses, inscrivez-vous maintenant à la session d'hiver débutant le 21 janvier...

523-5505  
COLLÈGE  
O'SULLIVAN

## ÉDITORIAL

## Treize à table, c'est douze de trop

Les maires de la Communauté urbaine de Québec ont réussi une nouvelle fois, la semaine dernière, à démontrer publiquement pourquoi la région de la capitale s'acharne à végéter dans d'interminables querelles byzantines. Sur 13 municipalités, il y en a 12 de trop.

En s'entendant pour nier la nécessité d'unir réellement leurs forces, les élus se trompent de siècle. Tout se passe comme si Québec allait retourner au XIXe plutôt qu'entrer dans le XXIe. Admettre du bout des lèvres l'éventuel intérêt de regrouper quelques services n'est qu'un paravent pour l'irresponsabilité collective.

Le mal québécois qu'est l'esprit de clocher coûte cher à tous les contribuables. Certes, une fusion des 13 municipalités de la CUQ augmentera dans un premier temps le taux de taxation de plusieurs d'entre elles. Toutes promesses contraires confineront à la supercherie.

Mais il faut voir qui paie pour quoi. La bombe fiscale lancée par le ministre des Affaires municipales le mois dernier aurait dû provoquer une saine réaction positive. Les maires préfèrent crier au loup et ouvrir un front de guerre contre le gouvernement, alors qu'ils auraient eu tout intérêt à unir véritablement leurs forces.

Une entente fondée sur le plus petit dénominateur commun, c'est-à-dire la protection des fiefs politiques, joue contre les intérêts économiques de toute la région.

Villes enclavées, villes transformées en paradis fiscaux, villes qui s'entredéchirent pour des centres commerciaux, villes qui tirent les ficelles partisanes pour obtenir la grâce ultime, c'est-à-dire des chaises pour des fonctionnaires dans leur patelin, voilà le sombre portrait municipal de la région.

La mairesse de Sainte-Foy, Mme Andrée Boucher, a évoqué un regroupement du territoire en trois villes, Québec, Sainte-Foy et Charlesbourg. En réalité, devant l'évidence de l'entêtement collectif des villes de banlieue, sa ville devrait à la limite s'unir à Québec et laisser sécher les autres. Ainsi se retrouveraient unis le cœur politique et administratif de l'agglomération et son moteur économique.

Exclu de ce redécoupage, le maire de Beauport, Jacques Langlois, a regimbé sous l'insulte. Sa ville disparaîtrait de la carte! Les positions des petites municipalités comme Sillery ou l'Ancienne-Lorette sont bien connues : chacun pour soi, et que l'on dorme bien tranquille à l'abri des taxes.

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, n'a pas fait d'éclats. Son statut de minoritaire et sa tendance naturelle à chercher une conciliation impossible expliquent sa tiédeur. Le grand sens démocratique du parti au nom duquel il s'est fait élire, le Rassemblement populaire, écarte d'ailleurs du vocabulaire politique les mots honnêtes qui sont annexion et fusion.

Parler de rassemblement des forces et des énergies, à Québec, ressemble fort à crier dans le désert. Les politiciens provinciaux, ultimes décideurs en l'occurrence, défendent avant tout leur pâturage local, donc les municipalités.

Mais à partir du constat qu'il ne faut attendre aucun geste responsable des différentes municipalités, dans ce domaine, il revient au gouvernement d'agir.

Rien ne serait plus démocratique que de créer un groupe de travail expliquant les avantages évidents, à long terme, de la création d'une seule ville sur le territoire de la CUQ (comme le fait la Communauté régionale de l'Outaouais), puis de tenir un référendum dans lequel s'impliquerait directement l'État québécois.

La bataille serait rude. Elle se déroulerait sur un tableau de démagogie sans doute jamais vu dans la région. Il faut compter sur l'intelligence des citoyens pour réagir contre toute vision passéiste et rétrograde, à la vue du déclin et des coûts qu'engendre le statu quo.

Il n'existe aucune raison valable pour justifier l'existence de pouvoirs politiques concurrents sur un espace aussi restreint. Tous connaissent les méfaits de l'étalement urbain et de la concurrence fiscale. Il faut réagir.

RAYMOND GIROUX

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Editeur adjoint et rédacteur en chef

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS



## Point de vue

## S'occuper du milieu bâti de nos régions

par Guy LEMIEUX

Par définition la décentralisation administrative consiste à confier la gestion administrative d'une région à des autorités locales élues.

Au Québec nous avons deux autorités locales élues : les municipalités et les commissions scolaires locales.

Le statut des MRC et des commissions scolaires régionales est par contre ambigu. Ni l'une ni l'autre n'est élue directement par les citoyens. Elles sont cependant formées de regroupements d'élus locaux.

Le mandat premier des municipalités locales est d'assurer un aménagement harmonieux du milieu habité de leur territoire et d'offrir à leurs citoyens un certain nombre de services publics locaux essentiels.

Par ailleurs, certains services publics locaux peuvent être offerts de façon plus économique et plus efficace à un niveau intermunicipal de même que certains services centraux offerts dans les régions pourraient être gérés de façon plus réaliste et efficace par une instance régionale.

La création des MRC visait à mettre sur pied cette instance régionale et intermunicipale.

La grande erreur a été de découper les territoires des MRC à même les terres publiques jusqu'au 52e parallèle et de leur donner le mandat de préparer un schéma d'aménagement pour les grandes terres publiques de chacun de ces territoires, ouvrant

ainsi la porte à leurs revendications sur la gestion des ressources des terres publiques.

Il est urgent qu'on corrige cette erreur et qu'on limite les périmètres des MRC à celui des territoires municipalisés.

Déjà la situation serait plus claire et les MRC pourraient se consacrer entièrement à leur mandat premier : l'aménagement harmonieux du territoire habité, en particulier dans les périmètres d'urbanisation, et la fourniture efficace des services publics locaux et régionaux.

C'est là une tâche déjà considérable dont elles n'arrivent pas à s'acquitter encore correctement. Il faut davantage de volonté politique que de millions \$ pour assurer un développement harmonieux du milieu.

Or le milieu bâti se développe encore trop souvent à la va comme je te pousse. Les préoccupations environnementales et esthétiques sont encore trop souvent laissées de côté.

Localement, « the biggest is the most beautiful » alors qu'on invoque toujours le « small is beautiful » pour réclamer la décentralisation du développement économique!

Par contre la fourniture de services publics coûte de l'argent et les MRC ont raison de réclamer qu'on s'entende sur un partage clair des responsabilités à ce sujet entre elles et le centre et qu'on leur accorde les fonds nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Mais attention ! Réaménager seulement le pouvoir de taxation ne

fera que consolider les disparités régionales.

Il est essentiel pour assurer un minimum de services et de qualité de vie à toutes les régions que l'État y aille aussi d'une péréquation qui transfère une partie des revenus des régions les plus riches aux régions les plus pauvres.

Un milieu de vie agréable et des services de base garantis constituent déjà des facteurs d'attraction pour des investisseurs potentiels au niveau local et un élément important de promotion tant industrielle que touristique.

Les petites villes de la Nouvelle-Angleterre sont un bel exemple.

Mais le développement diversifié des régions éloignées se heurtera toujours aux distances et aux problèmes de transport des personnes et des produits.

Pour les personnes c'est une question de qualité de vie et d'échanges commerciaux et pour les produits une question d'accès aux marchés.

Des liens routiers avec le cœur du Québec laissent encore à désirer. Et même les meilleurs liens ne sont pas de tout repos en hiver, soit six mois par année.

Et il y a les distances consommatrices de beaucoup de temps. Des liens aériens sont nécessaires ; mais des liens ferroviaires rapides répondraient également aux besoins de transport des personnes.

Le réseau routier du Québec est considérable et dispendieux tant au niveau de la construction que de l'entretien et de la réfection.

Un Québec hydroélectrique ne pourrait-il pas se distinguer du reste de l'Amérique du Nord en reliant ses régions par un réseau de lignes ferroviaires électrifiées et rapides, beaucoup plus fiables que les routes ?

Et là où les obstacles physiques sont difficilement surmontables, et pour les plus longues distances, pourquoi pas une desserte aérienne subventionnée ? Mais pas n'importe comment.

Seulement la différentielle entre le prix que la compagnie de transport doit charger pour rester rentable à cause de la clientèle restreinte et le prix sur les mêmes distances des routes aériennes achalandées.

La subvention serait réduite graduellement au fur et à mesure de l'augmentation de l'achalandage.

Il faudrait aussi s'entendre sur la fréquence raisonnable de la desserte et éviter la multiplication des compagnies qui pourraient, accourir pour la manne !

À mon avis, des investissements de l'État dans cette direction seraient beaucoup plus valables pour réduire les disparités sociales et économiques des régions que tous les programmes de BS industriel que nous avons connus jusqu'ici.

Au moment où l'on discute de l'avenir du Québec et de ses régions, il m'apparaît important de proposer cette réflexion aux Québécois.

M. Guy Lemieux est ingénieur forestier, écologiste et ancien directeur des Parcs du Québec.

## Votre opinion

## Départ de l'ainée

(En réponse à l'article de M. Guy Puyjalon.)

Ah ! Il y avait bien longtemps qu'un Canadien m'avait fait rire.

Vous parlez d'une famille, eh bien parlons-en.

Considérons dans un premier temps que mademoiselle Québec est l'ainée de cette famille. Aînée excentrique qui est brune, bouclée et légèrement râleuse tandis que le reste de la famille est plutôt blond, raide et plutôt égoïste.

Depuis près de 125 ans, les neuf autres se demandent bien d'où vient ce rejeton plutôt bizarre qui ne cesse de s'illustrer au lieu de cacher sa disgrâce de vilain petit canard.

En 1982, profitant du sommeil plutôt lourd de la belle, le reste de la famille tint conseil afin de rincer son clou une bonne fois pour toute à cette impertinente.

Depuis, la belle vit en étrange à côté de ses faux frères en rongant son frein et en essayant de se faire comprendre encore une fois.

Pourtant, elle paie pension la belle et elle paie drôlement cher sa place d'ainée. Enfin, il faut bien nourrir les petits (le poisson est drôlement cher ces temps-ci).

Alors, tout doucement elle réalise que sa crise d'adolescence d'il y a dix ans était bien le signe de sa marche vers la maturité. La grande demoiselle a décidé qu'elle allait se prendre en main. Après tout, c'est normal de quitter la famille quand on devient adulte.

Alors, bientôt elle l'espère, elle quittera sa famille, qui l'aimait d'un amour tendre, lui souhaitera bonne chance. Elle laissera sa chambre de bon cœur avec les maigres joujoux que sa famille lui avait chichement donné. Mais elle partira aussi avec sa pension sous le bras fonder sa propre famille en laissant ses frères se débrouiller avec les folles dépenses du passé.

Ah ! que pouviez-vous donc espérer d'une telle ingratitude ! Sans rancune, on se reverra à chaque jour de l'an. Bonne chance les Canadiens ! On vous laisse

à votre mode de vie et à votre langue « british » et nous on se tourne résolument vers l'avenir.

À propos, c'est mignon de vous voir baragouiner le français mais pour ceux qui espèrent vivre dans cette langue, vous feriez bien de nous suivre. Nous avons grand besoin de francophones à Westmount !

Christine Lévesque  
Lévis

## Sécurité routière

(Lettre à Sam Elkas, ministre des Transports)

L'augmentation des amendes pour dépassement de la vitesse permise n'est pas une mauvaise décision en soi, mais des changements s'imposent dans la fixation de ces limites.

La limite de 100 km/h sur une route à deux voies en direction contraire, comme le boulevard Fossambault route no 367 ou 80 km/h sur la rue Notre-Dame

route no 358 dans St-Augustin-de-Desmaures. Ces limites sont tout à fait acceptable compte tenu qu'il s'agit de routes de liaison de deux ou trois municipalités.

La rue Notre-Dame, route no 358, qui relie l'Ancienne-Lorette, Sainte-Foy et Saint-Augustin, est limitée à 50 km/h dans Sainte-Foy et 80 km/h dans Saint-Augustin. La limite devrait être de 80 km/h dans toute sa longueur.

Sur l'autoroute 40, il n'y a personne qui roule à moins de 120 km/h sans compter ceux qui roulent, dont de gros camions, à 140 km/h. Les limites de vitesse devraient aussi tenir compte des habitudes de la majorité des conducteurs d'autant plus que des limites trop basses contribuent à l'encombrement des routes, comme c'est souvent le cas. 100 km/h, c'est seulement 60 milles à l'heure.

Sur une autoroute à quatre et six voies, c'est inacceptable.

La vitesse permise sur les autoroutes devrait être d'au

moins 120 km/h comparée aux routes à deux voies à 80 km/h et 90 km/h et à un minimum de 50 km/h dans certaines sections.

M. le ministre, des modifications s'imposent aux règles actuelles. J'espère que vous serez d'accord et que vous apporrez les corrections proposées.

J.-Arthur Bédard  
Sillery

## Une bouffée d'air

La section 160 du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec ose se lever contre Harguindeguy. Vous pouvez noter cela dans les annales...

Plusieurs ont essayé de grimper les échelons afin de déloger le cancer qui ronge le SFPQ depuis plus de 15 ans mais en vain.

Tous se sont fait « squizer » par la police syndicale qui s'organise pour que ceux qui atteignent les postes de haute fonction se prosternent devant la nullité suprême...

Un syndicat mou qui a peine à reconnaître ses membres et qui n'a même plus besoin de mobiliser ses troupes pour régler les litiges.

Des litiges, il n'y en a plus grâce à Harguindeguy. Les fonctionnaires n'ont plus de droits mais sont privilégiés par le système et s'il n'en tenait qu'à lui, les fonctionnaires pourraient dormir encore longtemps afin que Monsieur puisse continuer à fêter l'ignorance en se noyant dans le caviar et le champagne, et ce, aux frais des membres si sclérosés...

Mon souhait est que la section 160 réveille tous les membres abusés et méprisés. Au fond, la cotisation demeure la même : payer pour quelqu'un qui nous endort ou bien payer pour quelqu'un qui se servira du pouvoir et de la force de plus de 50 000 membres pour nous assurer un peu plus de dignité...

Guy Leclerc, fonctionnaire  
Charlesbourg

## Naufrage du «Protektor» Les vents et les vagues entravent les recherches

HALIFAX (PC) — Des vents violents et des vagues gigantesques ont entravé hier les recherches pour retrouver la trace du cargo battant pavillon singapourien disparu vendredi soir dans l'Atlantique tandis que la tempête faisait rage.

Trente-trois personnes se trouvaient à bord du Protektor lorsque ses signaux ont été entendus une dernière fois, à 400 kilomètres à l'est des côtes de Terre-Neuve.

Le capitaine Pat Phelan, du centre de coordination des secours, a déclaré qu'on n'avait toujours aucun signe des 33 membres d'équipage mais que les recherches se poursuivaient pour retrouver des survivants, des corps ou l'épave du navire.

Un canot de sauvetage a été aperçu brièvement samedi avant d'être emporté par les vagues. Il a toutefois été impossible de le récupérer ou de confirmer qu'il provenait effectivement du bateau.

Les recherches aériennes ont été interrompues tôt dimanche

matin, les conditions climatiques rendant la circulation aérienne difficile.

Au cours de l'après-midi, toutefois, malgré un plafond de moins d'une centaine de mètres et une visibilité de moins d'un kilomètre, deux avions étaient à nouveau à la tâche.

Quatre autres appareils qui devaient eux aussi participer aux secours sont demeurés au sol, à Terre-Neuve.

Six bateaux étaient sur place et cinq étaient attendus, hier, en fin de journée.

Le capitaine Phelan a précisé que les mauvais temps retardait l'arrivée au port de St-Jean d'un chalutier espagnol endommagé.

Le Eduardo Chao, également frappé par la tempête, a fait savoir que plusieurs de ses membres d'équipage étaient blessés. La mer agitée a frappé les vitres de la timonerie et détruit une partie des équipements de communication.

## Trois femmes mortes sur les routes ce week-end

MONTREAL (PC) — La neige abondante qui est tombée sur le Québec dès le début de la soirée de vendredi et durant une bonne partie de la journée de samedi a contribué sans doute à ce que les tragédies mortelles de la circulation soient peu nombreuses, les automobilistes se faisant plutôt rares sur la route.

Les divers corps de police de la province ont recensé trois pertes de vie, selon les rapports disponibles en milieu de soirée, hier. Les trois victimes sont des femmes et chacune a été tuée lors d'une collision entre deux véhicules.

La plus récente tragédie, survenue en fin d'après-midi, hier, a causé la mort d'Andrée Salette, âgée de 41 ans et domiciliée à Sainte-Thérèse. L'accident a eu lieu sur la route 337 à Rawdon, dans les Basses-Laurentides.

La route 175 aux abords du camp Mercier dans la Réserve faunique des Laurentides est particulièrement dangereuse, surtout lorsque la neige s'en mêle... Une autre tragédie s'est produite dans ce secteur (au kilomètre 97), vers 10 h 30 hier matin, quand deux automobiles se sont accrochées en raison de la chaussée glissante. Lucie Loranger, âgée de 32 ans, de Saint-Léonard en banlieue de Montréal a été tuée sur le coup, et il fallu les mâchoires de désincarcération pour la retirer du véhicule dans lequel elle voyageait vers Chicoutimi. Trois autres passagers blessés dans cette collision ont été transportés à Québec à l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

Enfin, Estelle Otis, âgée de 72 ans et domiciliée à Chute-aux-Outardes, a été tuée dans une collision entre deux véhicules, samedi vers 16 h 15, sur la route 138 à Pointe-Lebel, tout près de Baie-Comeau, sur la Côte-Nord.

## Bonhomme Carnaval arrive en ville!

Des milliers de personnes ont chaleureusement accueilli Bonhomme Carnaval hier, dont l'arrivée dans la ville marquait le début des activités pré-carnavalesques.

par CLAUDETTE SAMSON  
LE SOLEIL

Sorti d'un simili bloc de glace au beau milieu de la patinoire des Galeries de la Capitale, Bonhomme a par la suite reçu les clés de la ville des mains du maire, Jean-Paul L'Allier.

Dans une atmosphère chauffée à bloc par les animateurs de la journée, les spectateurs ont eu droit à un spectacle de patinage artistique, à la présentation des duchesses et des dignitaires, avant de pouvoir à leur tour envahir la patinoire et côtoyer Bonhomme et tout ce beau monde.

Le prix « mise-tôt », tiré parmi ceux qui avaient acheté avant le 8 janvier leurs billets pour le tirage condo-soleil, a été attribué hier. Le lot, une Ford Escort 1991, a été remporté par M. Jean Bélanger, de la rue du Côtéau à Lévis.

### Quelques activités

Après trois ans à la place d'Youville, les organisateurs ont choisi cette année de se mettre à l'abri des aléas de la température pour le lancement de leurs activités. C'est aussi aux Galeries de la Capitale que se tiendra

la clinique de sang du carnaval, le jeudi 17 janvier, soit le jour même du lancement de la programmation officielle des festivités. Programmation sur laquelle il a été impossible d'obtenir des détails, si ce n'est qu'elle contient plusieurs nouveautés. Chose certaine, la famille continuera d'être aux premiers rangs de la clientèle cible.

Le samedi 2 février aura lieu la traditionnelle soirée de la bougie, l'un des moyens de financement importants de l'organisation. Puis, le 4 février, ce sera la soirée « Ce soir, c'est à ton tour » au patro Roc Amadour, à l'intention du milieu de l'hôtellerie.

### Une grosse organisation

Avec les années, le Carnaval de Québec se montre de plus en plus solide. Son budget est cette année de 3,1 millions de dollars, dont 20 % provient de subventions gouvernementales, ce qui ne compte pas les services offerts par les municipalités. Une équipe de 1200 bénévoles appuie l'ensemble de l'organisation, dont 70 % qui sont là année après année, expliquait hier Diane Patenaude, responsable des communications.

Au total, on estime qu'un



Le maire Jean-Paul L'Allier remet à Bonhomme les clés de la ville.

demi-million de participants assisteront à l'une ou l'autre des activités. Les retombées économiques sont estimées à 46 millions de dollars, dont 26 millions directement attribuables au carnaval, affirme Mme Patenaude.

Le 37e carnaval se déroule sous le thème « Pour mieux ap-

privoiser l'hiver ». Il a lieu officiellement du 7 au 17 février. D'ici là, Bonhomme et les duchesses visiteront des dizaines de groupes, foyers et hôpitaux. Ils passeront une semaine à Montréal, pour inviter la population de la métropole à se rendre dans la capitale pour les festivités.



## Jusqu'à maintenant, acheter un véhicule neuf pour moins de 10 000 \$ demandait une grande souplesse.

Pour un temps limité, vos concessionnaires Ford et Mercury vous offrent cinq véhicules pour moins de 10 000 \$ chacun.

### 9995 \$ pour une Tempo ou une Topaz\*

Avec un climatiseur et une boîte automatique, ce modèle Tempo L ou Topaz L 2 portières (avec le groupe d'options 101A et 331A) donne toute une souplesse à votre dollar.

### 9995 \$ pour une Escort\*

L'Escort LX 2 portières fait preuve d'un style distinctif et d'une technologie de pointe en plus d'être équipée d'un moteur de 1,9 L EFI.



### 9995 \$ pour un Ranger\*

Le robuste mais élégant Ranger Custom à cabine régulière 4x2 (avec le groupe d'options 790A) vous est offert avec un moteur de 2,3 L EFI, un tachymètre et plus encore.

Tout cela est un bon exemple de la souplesse exceptionnelle de vos concessionnaires Ford et Mercury pour étirer votre dollar.

### 7795 \$ pour une Festiva\*

Économique en carburant, la Festiva L vous offre un choix de six ensembles de bandes décoratives, sans aucun frais supplémentaires.

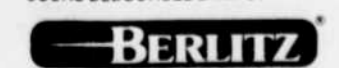
\*PDS F. de l'Escort LX 1991 2 portières, la Festiva L, la Tempo L 2 portières avec le groupe d'options 101A, la Topaz L 2 portières avec le groupe d'options 331A et le Ranger Custom 4x2 avec le groupe d'options 790A. Frais de transport, T.P.S. (incluant la taxe d'accise fédérale) et autres taxes applicables sont en sus. L'offre s'applique sur les modèles en stock chez le concessionnaire seulement. Si le concessionnaire n'a pas en stock le modèle spécialement équipé, le modèle peut être obtenu d'un autre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à plus moindre. L'offre est d'une durée limitée. Visitez votre concessionnaire pour plus de détails.

## PARLEZ ANGLAIS D'ICI LE PRINTEMPS

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

— COURS DEDUCTIBLE D'IMPÔT



5 PLACE QUEBEC  
529-6161

© 1989 Centres de Langues Berlitz



Les concessionnaires  
Ford et Mercury du Québec



# METTEZ DU SOLEIL DANS VOTRE QUOTIDIEN



## LES MARDIS

### MODE

Mardi, le cahier **MODE**, tout sur les vêtements qui vous enrobert comme un rayon de soleil! La haute couture, le prêt à porter, la mode pour enfants, le maquillage, les nouvelles tendances. Un soleil qui vous embellit.

Les lundis-santé plus, les lundis-auto, les mercredis-consommation, les jeudis-ambiances, les vendredis week-end, les dimanches-tendances et, à tous les jours, la nouvelle et le sport: des sujets passionnants qui éclairent votre quotidien chaque jour de la semaine

**ABONNEZ-VOUS**  
647-3333

**LE SOLEIL**

**LE SOLEIL**

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!